



Assemblée générale

Soixante-troisième session

Documents officiels

Distr. générale
20 janvier 2009
Français
Original : anglais

Sixième Commission

Compte rendu analytique de la 17^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 28 octobre 2008, à 10 heures

Président : M. Al Bayati (Iraq)

Sommaire

Point 75 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixantième session (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

08-57249 (F)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 75 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixantième session (suite) (A/63/10)

1. **M. Murai** (Japon) se félicite que la Commission ait adopté les projets d'articles sur le droit des aquifères transfrontières. Dans la mesure où ces projets d'articles ont été rédigés avec l'aide d'experts des eaux souterraines de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), dans le cadre du Programme hydrologique international, la délégation japonaise estime qu'ils reposent sur des fondements politiques et scientifiques solides. La collaboration entamée avec l'UNESCO devrait servir d'exemple pour les travaux de nature interdisciplinaire à venir, qui ne peuvent être traités par les seuls experts du droit public international. Elle approuve la démarche en deux temps que la Commission a recommandée à l'Assemblée générale, consistant d'une part à prendre note des projets d'articles et à recommander aux États concernés de prendre des arrangements bilatéraux et régionaux appropriés en vue d'une gestion adéquate de leurs aquifères transfrontières sur la base des principes énoncés dans les projets d'articles, et de l'autre, à envisager, à un stade ultérieur, d'élaborer une convention sur la base des projets d'articles. Il est à espérer que l'Assemblée adoptera une résolution allant dans le sens des propositions énoncées au paragraphe 49 du rapport de la Commission (A/63/10).

2. Rappelant qu'en 2007 la Commission avait demandé à être informée de la pratique étatique, notamment pour ce qui était des traités et autres instruments, concernant le pétrole et le gaz naturel, l'intervenant estime qu'il est trop tôt pour que la Commission s'engage dans la codification du droit y relatif. Il lui faut attendre pour cela les réponses d'un nombre suffisant d'États, bien qu'elle puisse poursuivre l'étude de la question à titre préliminaire.

3. **M. Hernández García** (Mexique) estime que la réunion tenue avec les conseillers juridiques en marge de la célébration du soixantième anniversaire de la création de la Commission a été l'occasion d'échanges extrêmement utiles et ouverts concernant les méthodes de travail de cette dernière. La délégation mexicaine partage l'avis selon lequel ces réunions devraient se tenir au moins tous les cinq ans. Il conviendrait aussi d'étudier la possibilité d'établir d'autres moyens de

concertation entre les membres de la Commission et les délégations, par exemple la tenue de réunions sur des sujets donnés en marge des sessions ordinaires de la Commission.

4. S'agissant des projets d'articles sur le droit des aquifères transfrontières, il est à noter que l'élaboration de règles établissant les limites de la souveraineté des États concernant l'utilisation des ressources naturelles transfrontières est indispensable si l'on veut prévenir l'éclatement de conflits internes ou internationaux. L'expression « utilisation équitable et raisonnable » à l'article 4 est juste dans la mesure où elle tient compte de ce que de nombreux aquifères transfrontières constituent des ressources non renouvelables et qu'il faut fixer des limites à leur exploitation. Si l'on peut envisager l'idée d'utilisation durable des aquifères qui sont réalimentés, il faut, pour les autres, définir un plan général d'utilisation optimale de la ressource reposant sur les facteurs énumérés au projet d'article 5. On ne peut que se féliciter de la définition large du terme « utilisation » au projet d'article 2, qui rend possible l'application des principes énoncés dans les projets d'articles à d'autres utilisations que l'extraction d'eau.

5. Il importe de noter que les mécanismes de coopération et d'échange d'informations prévus dans la troisième partie des projets d'articles ne portent pas préjudice à la souveraineté des États sur les ressources naturelles situées sur leur territoire, énoncée au projet d'article 3, ni à leur droit de préserver la sécurité nationale, énoncé au projet d'article 19. La délégation mexicaine estime que les projets d'articles établissent un juste milieu entre les besoins vitaux des populations, les intérêts des États et la préservation de l'environnement partagé. Elle est convaincue que le partage de données et la concertation entre États sur l'utilisation des ressources naturelles partagées débouchera sur une amélioration des politiques de préservation de l'environnement et de développement.

6. L'obligation générale faite aux États aux termes des dispositions du projet d'article 12 concernant la prévention, la réduction et la maîtrise de la pollution des aquifères transfrontières est importante; toutefois, le Gouvernement mexicain juge que l'extension aux États autres que ceux de l'aquifère de l'obligation de coopérer à la préservation des zones de réalimentation et de déversement relève du principe *sic utere tuo ut alienum non laedas*. Cette obligation est indépendante des règles énoncées dans les projets d'articles, et son respect doit être envisagé indépendamment des

obligations qui seraient créées par un instrument fondé sur ces projets.

7. La délégation mexicaine souscrit aux vues exprimées par les délégations allemande, britannique et norvégienne concernant l'examen, par la Commission, de la question des ressources pétrolières et gazières partagées; en effet, la nature économique et commerciale de leur exploitation exige un traitement différent. Il serait cependant intéressant, pour les États, que la Commission se penche sur cette question de manière plus approfondie en vue de dégager des éléments communs qui pourraient régir la pratique étatique. Par exemple, dans la mesure où l'obligation commence à se manifester en droit international de conclure des accords de traitement uniforme pour la mise en valeur de ce type de ressources, il serait utile de recenser les éléments à intégrer à ces accords pour favoriser une utilisation efficace et équitable.

8. La délégation mexicaine approuve la démarche en deux temps que la Commission propose à l'Assemblée générale de suivre s'agissant des projets d'articles sur le droit des aquifères transfrontières.

9. **M^{me} Kamal** (Malaisie), traitant tout d'abord des projets d'articles sur le droit des aquifères transfrontières, se félicite que la Commission n'ait pas retenu le projet d'article 20 sur la relation avec d'autres conventions et accords internationaux. En effet, cet article aurait préjugé de la forme que pourrait prendre en définitive le texte, ce qui doit être laissé à l'appréciation des États. Certes, la conclusion d'un instrument est importante au regard de la crise mondiale de l'eau, mais l'adoption d'une convention juridiquement contraignante n'est pas envisageable sur le court terme en l'absence d'un consensus entre les États. Tels qu'ils sont aujourd'hui formulés, les projets d'articles constituent des directives utiles pour la conclusion d'arrangements bilatéraux ou régionaux relatifs à la bonne gestion des aquifères transfrontières, comme le recommande la Commission.

10. Pour ce qui est des projets d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités, ce texte offre des directives utiles sur la façon de procéder concernant les traités en cas de conflit armé ainsi qu'une part de certitude dans les cas où les traités en question ne comportent pas de déclaration d'intention expresse. Certains des projets d'articles, par exemple la liste indicative des catégories de traités devant figurer en annexe, devraient être examinés plus avant. On ne peut

que se féliciter du pragmatisme dont la Commission a fait preuve concernant le projet d'article 1, qui permet d'étendre le champ d'application à des traités qui sont appliqués à titre provisoire. Il serait bon par ailleurs que les définitions énoncées au projet d'article 2 mentionnent aussi les conflits armés internes et l'occupation militaire, qui risquent d'avoir des effets déstabilisateurs sur les traités. Pour ce qui est du projet d'article 3, le terme « nécessairement » a été utilisé pour des raisons d'ordre pratique. Le projet d'article 8 a été remanié afin de cadrer avec l'article 65 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, de sorte que l'on a comblé les lacunes qui avaient été relevées en matière de notification. Le remaniement du projet d'article 10 a permis de régler les problèmes relevés concernant la clarté des dispositions relatives à la divisibilité.

11. **M^{me} Escobar** (El Salvador) indique que la délégation salvadorienne souscrit à l'approche en deux temps proposée par la Commission, qui permet de souligner l'importance du droit des aquifères transfrontières tout en reportant à un stade ultérieur la possibilité d'élaborer une convention qui pourrait reposer sur les projets d'articles.

12. S'agissant des projets d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités, on ne peut que se féliciter des grandes avancées obtenues pour ce qui est de clarifier plusieurs questions d'ordre juridique, notamment en matière d'extinction ou de suspension des traités, de divisibilité des dispositions d'un traité, de remise en application des traités ainsi que de neutralité des États tiers. Il conviendrait, au projet d'article 4, de préciser que les indices énumérés à l'alinéa b) ne sont pas considérés comme exhaustifs. Certes, cela est dit dans le commentaire, mais ce n'est pas évident à la lecture du texte du projet.

13. S'agissant du projet d'article 15, s'il est vrai que la Charte des Nations Unies et la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale sont à l'heure actuelle les seuls textes qui offrent une définition très largement acceptée du terme « agression », il faut envisager la possibilité de voir d'autres définitions apparaître, notamment au regard des travaux du Groupe de travail spécial sur le crime d'agression de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Enfin, les catégories de traités énumérées au projet d'article 5 ne le sont qu'à titre indicatif, mais cette démarche est utile car elle

permet de déterminer les types de traités qui continueraient de s'appliquer durant un conflit armé.

14. **M. Moreno Zapata** (République bolivarienne du Venezuela), traitant tout d'abord des ressources naturelles partagées, juge que les ressources en eau douce, indispensables à la vie et au développement économique, doivent être utilisées, conservées, gérées et préservées de manière à s'inscrire dans le cadre du développement durable. Dans la mesure où 97 % de ces ressources sont des ressources souterraines, il est urgent de les gérer de manière à mettre un terme à leur surexploitation et à leur pollution.

15. L'adoption des 19 projets d'articles sur le droit des aquifères transfrontières par la Commission montre bien l'importance de régler, au plan international, l'exploitation, l'utilisation, la conservation, la gestion et la préservation de ces ressources. Bien que le troisième alinéa du préambule rappelle la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, il est important que le projet d'article 3 mentionne expressément que cette souveraineté s'exerce dans l'intérêt du développement national et du bien public, et qu'elle est un élément fondamental du droit au développement. La Commission a eu raison de ne pas adopter le projet d'article 20, car il préjugait de la forme que devra adopter un futur instrument fondé sur le texte des projets d'articles. En ce qui concerne la primauté des projets d'articles sur la Convention de 1977 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, il faudra examiner de très près la relation entre ces projet et les accords en vigueur ou à venir au plan bilatéral et régional, ainsi que la question du règlement des différends, ce dernier point étant indépendant du premier tout comme de la démarche en deux temps que la Commission a recommandée à l'Assemblée générale de suivre.

16. **M^{me} Ruiz Cerutti** (Argentine), traitant tout d'abord du chapitre XII du rapport de la Commission, estime que la célébration du sixième anniversaire de la création de la Commission a été l'occasion, pour les conseillers juridiques, d'autres experts du droit international et les membres, anciens et actuels, de la Commission de tenir un débat des plus éclairants sur les questions d'ordre pratique touchant la coopération entre la Commission et les États Membres en matière de codification et de développement progressif du droit international. Il serait donc utile que des réunions de ce genre soient plus fréquentes et se tiennent au minimum tous les cinq ans.

17. L'Argentine a célébré cet anniversaire par des activités mettant en avant les travaux de la Commission. C'est ainsi que le Conseil argentin des relations extérieures et l'Institut argentin des ressources en eau ont tenu un séminaire sur la gestion intégrée des aquifères transfrontières. Le Conseil a de plus publié une étude dans laquelle sont analysées les questions dont la Commission est saisie et qu'il a présentée lors de l'une de ses séances publiques.

18. On ne peut que se féliciter de ce que la Commission ait décidé de faire siennes les recommandations du Groupe de travail sur le programme de travail à long terme et d'inscrire deux nouveaux sujets à ce programme, à savoir « Les traités dans le temps » et « La clause de la nation la plus favorisée ».

19. S'agissant du chapitre IV du rapport de la Commission, relatif aux ressources naturelles partagées, l'intervenante se félicite que la Commission ait mis la dernière main à 19 projets d'articles sur le droit des aquifères transfrontières. En sollicitant l'avis d'experts, la Commission a pu mieux appréhender la nature et le fonctionnement des aquifères, et en particulier du système aquifère du Guarani, qui s'étend sur des territoires relevant de la juridiction de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay. Les projets d'articles sont clairs, impartiaux et équilibrés et les commentaires y relatifs sont utiles.

20. La délégation argentine souscrit à la démarche préconisée par la Commission, à savoir recommander aux États de prendre des mesures appropriées, ainsi qu'à la recommandation selon laquelle l'Assemblée générale devrait prendre acte des projets d'articles. Elle se félicite par ailleurs que le projet d'article 3 fasse expressément état du principe selon lequel chacun des États de l'aquifère exerce sa souveraineté sur la portion d'aquifère ou de système aquifère transfrontière située sur son territoire; cette disposition, en effet, réaffirme que les aquifères et leurs ressources appartiennent à l'État sur le territoire duquel ils se trouvent, sans préjudice des obligations de ces États concernant leur utilisation et leur conservation raisonnables.

21. Le projet d'article 12 porte sur un aspect fondamental, à savoir la prévention, la réduction et la maîtrise de la pollution. Il est juste d'adopter une approche de précaution compte tenu du manque de connaissances relatif à certains aquifères ou systèmes

aquifères ainsi que de leur vulnérabilité extrême à la pollution. Certes, il aurait été préférable que l'on utilise l'expression « principe de précaution », mais la délégation argentine s'associe aux vues exprimées dans les commentaires à cet article, à savoir que les deux notions aboutissent à des résultats similaires dans la pratique lorsqu'elles sont appliquées de bonne foi.

22. S'agissant du chapitre IV, relatif aux effets des conflits armés sur les traités, la délégation argentine présentera par écrit des commentaires sur les observations de la Commission européenne telles qu'elles figurent dans le document A/CN.4/592. Toute étude de la pratique étatique en rapport avec les conflits armés doit se fonder sur des consultations avec les gouvernements. Lorsque cette pratique fait intervenir deux États ou plus, comme cela est évidemment le cas en matière de droit des traités, les observations ne sont utiles que si elles sont approuvées par tous les États concernés, ce qui assure l'impartialité des informations présentées.

23. Dans le cadre de l'examen des effets des conflits armés sur l'extinction ou la suspension des traités, il faut préciser quelles sont les obligations qui demeurent en vigueur lors d'un conflit ou après celui-ci. Cet examen doit être différencié de celui qui concerne un cas très différent, à savoir celui dans lequel les parties au traité constatent, au moment de la signature, l'existence de situations de facto ou *de jure* qui, de par leur nature ou leur substance, ne sont pas susceptibles d'être affectées par un conflit armé. Il est à noter que l'application du principe de bonne foi exige que cette constatation ne soit en aucun cas remise en cause par un conflit armé. Ainsi, la constatation de l'existence d'un différend et de ses caractéristiques ne saurait être remise en cause par un conflit armé. La continuité juridique des traités est un principe fondamental établi au projet d'article 3.

24. La Commission devrait poursuivre ses travaux en matière de droit des traités en tenant compte de ce que la Charte des Nations Unies interdit le recours à la menace ou à l'emploi de la force.

25. **M^{me} Hamed** (Australie) estime que, bien que les ressources en eau partagées sont d'une importance critique pour de nombreux pays et que l'élaboration de cadres juridiques de coopération constitue le meilleur moyen d'assurer la bonne gestion des aquifères transfrontières, il appartient aux États concernés de décider si ces cadres doivent prendre la forme d'un

instrument mondial ou, au contraire, d'accords régionaux ou locaux qui tiennent compte des réalités de terrain.

26. On ne peut que se féliciter que la Commission ait décidé d'envisager le cas des ressources pétrolières et gazières indépendamment de celui des aquifères. L'utilisation de ces ressources, en effet, ne peut faire l'objet d'un instrument mondial indifférencié. La codification et le développement progressif des principes généraux du droit international doivent être envisagés avec prudence lorsque des intérêts bilatéraux fondamentaux sont en jeu. La gestion et l'exploitation de réserves pétrolières et gazières partagées relèvent essentiellement des États concernés, lesquels sont mieux à même de négocier des accords respectant leur droits souverains. La complexité d'accords équitables relatifs à la mise en valeur en commun de ces ressources, comme ceux que l'Australie a conclus, témoigne des problèmes sans équivalent qui surgissent à propos de chaque champ de pétrole ou de gaz. Il est donc impératif que les États aient la marge de manœuvre voulue pour établir des accords de coopération au cas par cas.

27. Pour cette même raison, on peut se demander s'il appartient à la Commission de traiter de cette question. Si elle le fait, elle doit s'abstenir de se pencher sur des questions en rapport avec la délimitation des frontières maritimes, étant donné que, aux termes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, la délimitation maritime est clairement l'affaire des États concernés. Là où des États n'ont pas résolu leur contentieux maritime, la question de savoir si les ressources pétrolières et gazières sont effectivement partagées est inextricablement liée au règlement du contentieux. De plus, les accords de délimitation comportent souvent une clause d'exploitation commune des champs de pétrole et de gaz à cheval sur les frontières maritimes. Les dispositifs bilatéraux constituent, pour les États, le meilleur moyen de gérer les réserves pétrolières et gazières partagées.

28. En ce qui concerne les travaux de la Commission relatifs aux effets des conflits armés sur les traités, la demande faite aux États de présenter des commentaires et observations sur les projets d'articles offre l'occasion d'étudier en profondeur les problèmes complexes qui se posent en ce domaine.

29. **M. Horváth** (Hongrie) juge que, vu le retentissement de la réunion tenue en marge des

célébrations du sixième anniversaire de la création de la Commission, il serait bon que des réunions de ce type se tiennent périodiquement. Par ailleurs, bien que les deux nouveaux sujets qu'il est proposé d'inscrire au programme de travail de la Commission soient des plus importants, il peut être inopportun d'alourdir encore la charge de travail de cette dernière.

30. S'agissant des ressources naturelles partagées, la délégation hongroise approuve dans son ensemble les projets d'articles sur le droit des aquifères transfrontières. Elle souscrit à la recommandation de la Commission selon laquelle l'Assemblée générale devrait prendre note des projets d'articles et recommander aux États concernés de prendre des arrangements bilatéraux et régionaux appropriés en vue d'une gestion adéquate de leurs aquifères transfrontières sur la base des principes énoncés dans les projets d'articles; toutefois, elle attache une grande importance à la rédaction d'une convention à un stade ultérieur.

31. L'intervenant réitère les propositions que le Gouvernement hongrois a présentées dans le document A/CN.4/595 concernant l'inclusion, au projet d'article 6, d'une disposition relative à l'indemnisation, et le remplacement des termes « approche de précaution » par « principe de précaution » au projet d'article 12. La délégation hongroise se félicite que la Commission ait accepté ses amendements relatifs à la définition de la zone de réalimentation et de la zone de déversement (al. g) et h) du projet d'article 2).

32. S'agissant des projets d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités, l'intervenant partage l'avis selon lequel il conviendrait que la définition de l'expression « conflit armé » (projet d'article 2) englobe également les conflits armés internes, vu leur fréquence et leur intensité, que l'on ne peut que déplorer. L'expression « état de guerre » est quelque peu dépassée et devrait être remplacée par « état de belligérance », qui serait plus conforme aux dispositions de la Charte des Nations Unies et aux derniers développements du droit humanitaire international. Il est à noter à cet égard que, à l'article 73 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, de 1969, l'expression retenue est « ouverture d'hostilités entre États ».

33. La liste des catégories de traités qui continueraient d'être en vigueur pendant un conflit

armé est si importante qu'elle mériterait de figurer dans le corps du projet d'article 5 et non en annexe. Elle devrait inclure les traités consacrant des normes du *jus cogens*. Le projet d'article 8, relatif à la notification de l'extinction, du retrait ou de la suspension, tel qu'actuellement formulé, est acceptable. Le dédoublement de l'ancien projet d'article 11, remanié pour donner les projets d'articles 13 et 15, permet d'établir un juste milieu entre, d'une part, le droit d'un État de mettre fin au traité, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application dans l'exercice du droit de légitime défense et, de l'autre, l'interdiction pour un État qui commet une agression de mettre fin à un traité, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application si cela a pour conséquence de lui procurer un avantage.

34. **M^{me} Orina** (Kenya) estime que les projets d'articles sur le droit des ressources naturelles partagées constituent de bonnes bases pour orienter l'action des États en matière d'utilisation de ces ressources. Les États ont le droit d'utiliser les ressources en eau se trouvant sur leur territoire à condition qu'ils ne causent pas de dommage significatif aux États frontaliers ni à d'autres États. Le terme « transfrontières » est préférable à « partagé » s'agissant des ressources naturelles visées. Prenant note de la démarche en deux temps proposée par la Commission ainsi que de ses vues concernant la relation entre les projets d'articles et d'autres accords et le règlement des différends, l'intervenante se félicite de la décision d'envisager, à un stade ultérieur, l'élaboration d'une convention sur la base des projets d'articles. Le Kenya continue de préconiser l'adoption d'un instrument juridique international régissant l'utilisation, l'allocation, la préservation et la gestion des aquifères et systèmes d'aquifères. Dans la région, des négociations sont en cours pour accélérer l'exécution en commun, par des États riverains, de projets relatifs à la gestion des ressources en eau partagées. Pour le Kenya, ce type de coopération est important au regard du développement durable, puisqu'il permet une utilisation équitable de ressources en eau communes. Il constitue également un moyen de faire progresser les mesures visant à prévenir des dommages significatifs aux autres États riverains. Or, ce type de coopération serait favorisé par l'adoption d'une convention internationale.

35. Le projet d'article 9, tel qu'il est actuellement libellé, risque de s'avérer trop lâche et d'être interprété comme une clause dérogaire. Par contre, on ne peut

que se féliciter des dispositions du projet d'article 16 relatives à la coopération technique avec des États en développement. Il convient de garder à l'esprit le contexte historique lorsque l'on s'emploie à élaborer un cadre juridique international devant régir les ressources en eau partagées.

36. S'agissant des effets des conflits armés sur les traités, l'intervenante se félicite du remaniement du projet d'article 4, qui est désormais conforme à l'esprit de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Le Kenya estime que les traités doivent demeurer en vigueur malgré l'ouverture d'hostilités, conformément au principe fondamental de stabilité et continuité. L'aptitude des États à conclure des traités n'est pas moindre lors d'un conflit armé.

37. **M. Kessel** (Canada), se référant aux ressources naturelles partagées, indique que la position de sa délégation est marquée par le fait que le Canada n'a de frontières terrestres qu'avec un seul pays, les États-Unis d'Amérique, de sorte que les questions relatives aux ressources en eau transfrontières sont exclusivement d'ordre bilatéral et sont régies essentiellement par le Traité des eaux limitrophes internationales de 1909 et l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs de 1978, tel qu'amendé en 1987. Ces deux instruments sont rattachés au sein de la Commission mixte internationale, organe bilatéral qui est chargé de leur application. Bien que le Traité des eaux limitrophes internationales ne vise pas expressément les eaux souterraines, la Commission mixte internationale s'est préoccupée de la pollution de ces eaux et l'Accord tel qu'amendé en 1987 comporte une annexe sur la pollution des Grands Lacs par des eaux souterraines contaminées. De plus un accord récemment conclu sur les canaux de déviation des Grands Lacs comporte des dispositions relatives à l'utilisation et à la qualité des eaux souterraines.

38. Dans la mesure où ces instruments régissent toutes les questions relatives aux eaux souterraines partagées par le Canada et son voisin, le Canada juge hasardeuse sa participation à une loi type ou une convention-cadre sur ce sujet. Toutefois, la délégation canadienne est disposée à prêter son concours à l'examen des projets d'articles considérés comme constituant des principes types, et elle encouragera la Commission à mettre en place une base de données sur les questions, les problèmes et les démarches envisageables pour consolider la préservation et l'utilisation viable des eaux souterraines. Le Canada a

d'ailleurs accueilli à Montréal, en septembre 2007, un atelier de travail sur les aquifères transfrontières sur le continent américain.

39. La délégation canadienne estime comme auparavant que le droit des eaux souterraines transfrontières doit être distinct du droit des ressources pétrolières et gazières partagées; elle se félicite à cet égard qu'il ait été décidé d'adresser un questionnaire aux États pour s'assurer de leurs pratiques en la matière. Les questions relatives à ces dernières ressources sont essentiellement d'ordre bilatéral, elles sont extrêmement techniques, et elles varient d'une région à l'autre. Elles doivent donc être réglées par une négociation entre les États concernés. La délégation canadienne n'est pas convaincue que la Commission doive élaborer des règles universelles, des accords types ou des projets d'articles sur cette question, et elle trouverait préoccupant que la Commission étende ses travaux aux questions relatives à la délimitation maritime. Il serait toutefois utile que la Commission expose dans leurs grandes lignes les principes communs ainsi que les caractéristiques, les pratiques optimales et les enseignements tirés de l'examen de la pratique étatique car cela pourrait aider les États à négocier des accords sur le partage des champs de pétrole et de gaz.

40. **M^{me} Dascalopoulou-Livada** (Grèce) juge que la session de la Commission a été très fructueuse en ce sixième anniversaire de sa création; en effet, des avancées considérables ont été enregistrées dans tous les points inscrits à l'ordre du jour et l'inscription de nouveaux sujets prometteurs a été proposée, ce dont la délégation grecque se réjouit.

41. Alors que les problèmes environnementaux sont plus graves que jamais et que le réchauffement de la planète et la pénurie de ressources en eau sont devenus des questions prioritaires, l'adoption, par la Commission, des projets d'articles sur le droit des aquifères transfrontières témoigne de son discernement et constitue une contribution majeure au droit international, dont l'évolution est rapide. Les projets d'articles et les commentaires qui les accompagnent donnent au législateur les directives voulues pour élaborer des instruments juridiques bilatéraux ou régionaux. Il est à espérer qu'ils serviront de fondement à la rédaction d'une convention mondiale. À ce sujet, la délégation grecque se félicite de la démarche en deux temps recommandée par la Commission.

42. Les projets d'articles établissent un juste milieu entre le droit souverain des États sur les aquifères situés sur leur territoire, d'une part, et de l'autre, la nécessité de prendre en compte les préoccupations des autres États de l'aquifère et de préserver ces ressources, éléments essentiels des écosystèmes. Les principes d'utilisation équitable et raisonnable, de coopération entre les États de l'aquifère et d'obligation de ne pas causer de dommage significatif font l'objet de dispositions extrêmement utiles, bien que le seuil fixé pour déterminer un « dommage significatif » soit beaucoup trop élevé. Le fait que ces principes cadrent avec ceux qui régissent l'utilisation des rivières et des lacs transfrontières permet d'envisager de manière cohérente les questions relatives aux ressources en eau en droit international. La prise en compte, dans les projets d'articles, de dispositions relatives aux zones d'alimentation et de déversement répond à l'impératif d'envisager ces questions de manière intégrée.

43. La délégation grecque se félicite que la Commission ait décidé de supprimer le projet d'article 20 relatif aux relations entre les projets d'articles et d'autres instruments, puisque l'on ne s'est pas encore prononcé sur la forme que ce texte devra finalement prendre. Cette question met en jeu des choix complexes, notamment pour ce qui est de savoir si les projets d'articles primeront sur la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation de 1997, les eaux souterraines reliées à des eaux de surface étant régies par ces deux textes. Lorsqu'on s'emploiera à déterminer des règles prioritaires, il faudra le faire selon une approche intégrée qui tienne compte de toutes les eaux qui constituent un bassin hydrologique.

44. La délégation grecque partage l'avis de ceux qui pensent que la Commission ne devrait pas s'occuper des ressources pétrolières et gazières partagées, ne serait-ce que parce que, dans de nombreux cas, cette question est liée à la délimitation des frontières maritimes.

45. **M. Natchiappan** (Inde) estime que la célébration du soixantième anniversaire de la création de la Commission a été l'occasion d'un échange fructueux entre la Commission et les conseillers juridiques des États membres sur les travaux accomplis et ceux à venir ainsi que sur les méthodes de travail de la Commission. Il serait utile que ces réunions se tiennent de façon plus régulière. Il est à noter à cet égard que l'Organisation juridique consultative pour les pays

d'Asie et d'Afrique tiendra, le 2 décembre 2008 en son siège, à New Delhi, un séminaire portant sur les travaux de la Commission du droit international au cours de ses 60 ans d'existence. Par ailleurs, la délégation indienne souscrit à l'inscription au programme de travail à long terme de la Commission de deux nouveaux sujets à ce programme, à savoir « Les traités dans le temps » et « La clause de la nation la plus favorisée ».

46. S'agissant des projets d'articles sur le droit des aquifères transfrontières, on ne peut que se féliciter que la souveraineté des États sur la portion d'aquifère ou de système aquifère transfrontière située sur son territoire ait été expressément mentionnée. De même, il est utile que le projet d'article 5 énumère les facteurs pertinents pour une utilisation équitable et raisonnable. Les projets d'articles traitent de questions complexes dont les incidences ne sont pas vraiment connues et à propos desquelles la pratique étatique est inadéquate. C'est pourquoi la délégation indienne accueille avec satisfaction la démarche en deux temps proposée par la Commission, qui ne tranche pas sur la forme que devra prendre l'instrument final fondé sur ce texte. À ce propos, il est heureux que la Commission n'ait pas jugé bon d'adopter des dispositions sur la relation entre les projets d'articles et les autres accords internationaux, ni celles relatives au règlement des différends car ces dispositions ne seront requises que si l'Assemblée générale décide de se pencher sur l'élaboration d'une convention fondée sur ce texte. Il n'en reste pas moins que les projets d'articles constituent un bon point de départ pour la coopération entre les États d'un aquifère transfrontière.

47. En ce qui concerne les projets d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités, le principe énoncé au projet d'article 3, à savoir que le déclenchement d'un conflit armé n'entraîne pas en lui-même l'extinction du traité ou la suspension de son application, est d'une importance primordiale au regard de la stabilité et la certitude des relations conventionnelles entre États. Le projet d'article 5 dispose que, dans le cas des traités dont le contenu implique qu'ils continuent de s'appliquer, dans leur intégralité ou en partie, durant un conflit armé, la survenance d'un conflit armé n'empêche pas en elle-même leur application; une liste indicative des catégories de traités visées par cette disposition figure à l'annexe. Certes, une telle liste est utile, mais elle ne saurait être exhaustive. Il serait plus utile que la

Commission énumère les facteurs qui pourraient être pris en compte pour déterminer si un traité ou certaines de ses dispositions continuent de s'appliquer en cas de déclenchement d'un conflit armé ou s'il faut conclure à leur suspension ou leur extinction. La délégation indienne présentera des commentaires plus approfondis sur les projets d'articles en cours d'élaboration.

48. **M. Henczel** (Pologne) déclare avoir été fortement impressionné par la forme qu'a prise la célébration du soixantième anniversaire de la création de la Commission en mai 2008 à Genève. L'échange de vues entre les membres de la Commission et les conseillers juridiques des États membres et autres spécialistes du droit international concernant les travaux actuels et à venir de la Commission ainsi que les modalités de coopération avec la Sixième Commission et avec les États a été ouvert, fructueux et éclairant. La délégation polonaise est convaincue que cette réunion aura des effets considérables sur les travaux tant de la Commission du droit international que de la Sixième Commission.

49. L'adoption des projets d'articles sur le droit des aquifères transfrontières et les travaux relatifs à ceux sur les effets des conflits armés sur les traités témoignent de l'importance des travaux de la Commission à sa soixantième session. Ces deux textes constituent une contribution précieuse pour la codification et le développement progressif du droit international. La délégation polonaise se réserve toutefois le droit de présenter en temps opportun, comme la Commission l'a demandé, des commentaires sur les projets d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités. Ainsi, elle n'est pas tout à fait convaincue que la définition de l'expression « conflit armé » donnée au projet d'article 2 englobe sans équivoque les conflits internes. Elle se demande aussi si la liste indicative des catégories de traités figurant à l'annexe devrait être intégrée dans le corps du texte.

50. S'agissant du droit des aquifères transfrontières, la délégation polonaise est d'avis que les dispositions des projets d'articles devraient dans un avenir proche prendre la forme d'un instrument juridique contraignant; ceci, en effet, consoliderait leur application aux fins de la préservation des ressources en eau de la planète pour le bien de l'humanité, question qui devient de plus en plus pressante. Par ailleurs, la Commission devrait poursuivre ses travaux sur les ressources naturelles partagées, y compris

d'autres ressources que les eaux souterraines, telles que les ressources pétrolières et gazières.

51. **M. Duan** Jielong (Chine) estime que, s'agissant des ressources naturelles partagées, la préservation ainsi que l'exploitation et l'utilisation raisonnables des aquifères revêtent une importance considérable pour chaque État. Il se félicite des résultats obtenus par la Commission à ce sujet, grâce notamment à la tenue de nombreuses réunions d'information avec des experts, qui ont permis de mieux appréhender la question sur le plan technique.

52. Les projets d'articles sont, dans l'ensemble, équilibrés. Ils disposent que chacun des États de l'aquifère exerce sa souveraineté sur la portion d'aquifère transfrontière située sur son territoire, et ils établissent le principe d'une utilisation équitable et raisonnable, l'obligation de ne pas causer de dommage significatif ainsi que l'obligation générale de coopérer et l'opportunité de créer des mécanismes à cet effet. Ce texte entrant largement dans le cadre du développement progressif du droit international, plutôt que de la codification du droit coutumier, certaines de ses dispositions ne reposent pas sur la pratique internationale. Cela vaut particulièrement pour celles visant les obligations des États autres que les États de l'aquifère ainsi que pour le mécanisme de coopération internationale aux fins de la préservation et de l'utilisation en commun des aquifères transfrontières. Ce mécanisme variera en fonction des caractéristiques des divers systèmes d'aquifère, des besoins variés des États de l'aquifère en matière de préservation et d'utilisation, ainsi que des relations entre ces États. Une meilleure connaissance de la pratique étatique permettra de dire si ces projets d'articles contribueront au développement progressif du droit international. Si la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation n'a pas été universellement acceptée, c'est qu'elle n'accorde pas suffisamment d'importance à la pratique étatique. Les États ont besoin de temps pour étudier les projets d'articles avant de se prononcer sur les moyens de les appliquer à l'échelle nationale ou régionale. Il est donc prématuré d'envisager l'élaboration d'une convention internationale sur cette question.

53. Les projets d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités font état du principe selon lequel le déclenchement d'un conflit armé n'entraîne pas nécessairement l'extinction des traités ni la suspension

de leur application. Au projet d'article 2, la définition de l'expression « conflit armé » ne fait pas de distinction entre conflit armé international et conflit armé interne, bien que les conflits internes puissent aussi avoir des effets sur les traités. Il faut donc que ce type de conflit soit expressément visé dans le texte des projets d'articles, même s'il est expressément exclu du champ d'application de la Convention de Vienne sur le droit des traités aux termes de l'article 73. Il importe d'étudier plus avant la question de savoir si les conflits armés internationaux ou internes présentent des caractéristiques propres aux fins des dispositions des projets d'articles; il faut aussi étudier de plus près la pratique étatique en la matière.

54. La liste devant figurer en annexe pour illustrer les dispositions du projet d'article 5 doit être comprise comme étant purement indicative : il ne faudrait pas que l'on puisse en déduire que les types de traités qui y sont énumérés ne sont jamais affectés par les conflits armés. La Commission devra étudier l'extinction, le retrait ou la suspension de l'application de ces traités par suite d'un conflit armé concurremment avec les dispositions d'autres projets d'articles, notamment le projet d'article 4.

55. Le projet d'article 8 (Notification de l'extinction, du retrait ou de la suspension) ne s'applique qu'à un État engagé dans un conflit armé qui a l'intention de mettre fin à un traité auquel il est partie ou de s'en retirer, alors que le projet d'article 3 vise aussi les traités conclus entre un État partie au conflit et un État tiers. La Commission devrait donc envisager d'inclure une obligation de notification par un État tiers qui entendrait mettre fin à un traité ou s'en retirer par suite d'un conflit armé.

56. L'intervenant se demande si le projet d'article 11 n'est pas libellé de manière trop rigide. Aux termes de l'alinéa a) en effet, un État ne pourrait mettre fin à un traité, s'en retirer ou en suspendre l'application du fait d'un conflit armé même si ce conflit armé prenait un tour non prévu au départ. Il importe aussi de clarifier la relation entre les projets d'articles 11 et 17.

57. Tout en étant d'accord sur le principe énoncé au projet d'article 15, l'intervenant note que si l'État qui commet une agression mettait fin à un traité, s'en retirait ou en suspendait l'application en vertu des dispositions dudit traité, il y aurait divergence entre le projet d'article 15 et les dispositions pertinentes du traité en question. Ce point doit lui aussi être clarifié.

La séance est levée à 11 h 50.